

■ Christine Bard

Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes 1914-1940, Paris, Fayard, 1995, 528 pages.

Depuis une quinzaine d'années, l'histoire du féminisme, ou plutôt des féminismes, s'est beaucoup développée. L'ouvrage de Christine Bard vient à propos combler un vide, peu de travaux ayant été jusqu'alors consacrés à la période de l'entre-deux guerres. L'élan des luttes féministes au tournant du XIX^e siècle a en effet été longtemps considéré comme brisé par la Grande Guerre. C'est une toute autre image que donne au lecteur ce copieux ouvrage : les groupes, les journaux, les initiatives foisonnent. C'est d'abord à une histoire événementielle mêlant l'histoire des associations, de la presse, des dirigeantes et des militantes les plus connues que s'est attachée l'auteur. La périodisation est classique : la Grande Guerre, les années vingt et trente, 1940 marquant la fin d'une époque puisque les féministes dissolvent leurs organisations et cessent de faire paraître leurs publications. La coïncidence des chronologies est en elle-même révélatrice de la dominante qui se dégage de la pluralité des mouvements féministes de cette période : le souci d'intégrer pleinement les femmes à la vie politique et civile amène les militantes à s'engager dans les mobilisations et les causes de leur époque – qu'il s'agisse de l'effort de guerre, des mouvements pacifistes, des luttes anti-fascistes – et à en subir les épreuves comme la crise des années trente. De la démonstration de leurs capacités à assumer leurs responsabilités, de leur « bonne conduite » républicaine, elles attendent en retour la reconnaissance des pleins droits politiques et civils. Toutes les féministes luttent d'abord pour l'accès des femmes au suffrage « universel ». Après la guerre, le retard français

devient en effet manifeste. Les droits civils au sein de la famille, le droit au travail, à l'accès aux carrières intellectuelles sont également à l'ordre du jour, mais des divergences apparaissent entre groupes, par exemple concernant les mesures de protection du travail féminin. C'est dans le domaine des mœurs que les oppositions sont les plus vives, mais peu de femmes s'élèveront contre le vote de la loi de 1920 condamnant la contraception et l'avortement. En partie héritières des féminismes de l'avant guerre, coexistent une tendance radicale et une tendance réformiste. La première, marquée par des personnalités fortes, comme la doctoresse Madeleine Pelletier, est demeurée minoritaire. Tentée par le parti communiste, elle s'est laissée absorber, après la rupture, par le pacifisme intransigeant. La seconde a dominé la période, notamment avec le Conseil national des femmes françaises et la Ligue française du droit des femmes. Dirigées par des femmes appartenant aux élites de la République, telles que Julie Siegfried ou Cécile Brunschvicg, elles recrutent essentiellement parmi les femmes instruites appartenant aux classes moyennes et supérieures : avocates, journalistes, doctoresse et, surtout en province, institutrices. Les années 20 voient la naissance d'une troisième tendance avec la constitution d'un féminisme modéré chez les femmes catholiques, qui donne à des femmes de droite issues de la bourgeoisie ou de l'aristocratie la possibilité de participer à la vie politique. L'engagement féministe réformiste ou modéré se situe dans le prolongement des activités philanthropiques assumées par les femmes des élites et la ligne de partage entre associations féminines et féministes demeure floue et perméable. Leurs revendications concernant essentiellement les discriminations inscrites dans le droit, elles entrent dans les partis politiques et

noient des alliances avec des hommes dont elles attendent qu'ils fassent triompher leur cause à la Chambre et au Sénat. Fréquemment épouses, filles, sœurs... d'hommes politiques, c'est tout naturellement que les dirigeantes mobilisent leur capital social pour faire avancer leurs revendications. Par exemple, l'ouverture des écoles nationales de commerce aux filles en 1915 est obtenue grâce à l'intervention de Valentine Thompson auprès de son père, ministre du commerce. La prudence des discours et des modes d'action, l'attachement à la respectabilité et à la morale résultent-ils de l'origine sociale des dirigeantes et du caractère quasi-officiel de certaines organisations, ou s'agit-il d'une stratégie visant à rendre acceptables leurs propositions de réformes ? Comme le souligne Christine Bard, la marge de manœuvre des féministes est étroite face aux images de dépravation et de décadence que sous-tend la peur de l'indifférenciation sexuelle. Leur réaffirmation de la différence entre les sexes, particulièrement à travers la glorification de la maternité, alors même qu'elles luttent pour l'égalité des droits serait-elle ainsi l'expression d'un « conformisme des dominés » ? Leur tactique de l'intégration à petits pas expliquerait peut-être « l'étrange défaite » du féminisme de l'entre-deux-guerres, tant les conquêtes des « filles de Marianne », ces bonnes élèves de la République, furent minces.

Françoise Battagliola